

27 QUESTIONS SUR L'EUROPE ADRESSÉES AUX CANDIDAT(E)S À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2012

Orientation générale

1. Quelle place attribuez-vous à la construction européenne dans votre programme : primordiale, importante, moyenne, secondaire ?
2. Quels problèmes, selon vous, ne peuvent trouver une solution satisfaisante qu'à l'échelle européenne?
3. La place de l'Europe dans le débat politique a tendance à se réduire et l'euroscepticisme à se développer. Souhaitez-vous modifier cette situation et comment ?
4. Soutenez-vous le projet d'une campagne d'information civique sur l'Europe en amont des élections européennes de 2014 en vue d'améliorer le taux de participation électorale ?
5. Soutenez-vous la signature par la France de la déclaration - annexée au Traité de Lisbonne - par laquelle plusieurs Etats ont manifesté officiellement leur attachement aux symboles européens (drapeau, hymne, fête, devise) ?

Les politiques européennes

6. Dérèglementations et privatisations en vue de briser les monopoles nationaux et de réaliser le marché unique ont été privilégiées depuis l'Acte unique de 1985. Estimez-vous que cet objectif pourrait aussi être recherché par la création de services publics communs dans les domaines où l'existence de réseaux limite la concurrence (communication, transports, énergie) ?
7. Estimez-vous que le nécessaire assainissement des finances publiques devrait être accompagné d'une action plus vigoureuse en faveur de la croissance et de l'emploi, notamment par le recours à la capacité d'emprunt de l'UE en vue de financer des investissements transnationaux ?
8. Soutenez-vous un renforcement des politiques de formation, de reconversion, de recherche et d'innovation, de cohésion sociale et régionale, de lutte contre le changement climatique ?
9. Soutenez-vous une politique commune d'immigration et d'asile impliquant un renforcement des moyens et des attributions de l'agence Frontex et une modification des accords de Schengen en vue de créer une solidarité entre Etats membres dans l'accueil des migrants ?
10. Estimez-vous que l'UE, sans verser dans le protectionnisme, devrait exiger une stricte réciprocité dans ses relations commerciales, économiques et financières avec les pays tiers, notamment la Chine ?
11. Dans les relations avec les pays tiers, estimez-vous que l'UE doit se présenter comme une unité, y compris dans les domaines où sa compétence n'est pas exclusive, notamment en matière d'approvisionnement énergétique et d'environnement ?

Budget et ressources propres

12. Considérez-vous qu'un budget limité à 1% du produit communautaire ne permet pas à l'UE de conduire des politiques ambitieuses à l'intérieur et à l'extérieur ?

13. Dans l'affirmative, quelles solutions proposez-vous pour accroître les ressources propres de l'UE sans augmenter la charge fiscale globale ni les déficits budgétaires nationaux ? Une TVA européenne prélevée à la source vous semble-t-elle être une bonne solution ?

Sécurité intérieure

14. Soutenez-vous le projet de création d'un Parquet européen en vue de rendre plus efficace la répression de la criminalité internationale et du terrorisme ?

15. Soutenez-vous la création de centres européens de détention pour ces criminels en vue de prévenir les prises d'otages et les chantages sur les gouvernements pour obtenir leur libération ?

16. Soutenez-vous la transformation d'Europol en une police dotée de moyens opérationnels ?

Politique étrangère et de sécurité commune

17. Le refus de l'Allemagne de participer à l'intervention en Libye montre les limites de la PESC. Estimez-vous souhaitable et possible de la relancer et comment ?

18. Seriez-vous favorable à ce que l'UE puisse mener des interventions militaires décidées à la majorité, les Etats minoritaires n'étant pas tenu d'y participer avec leurs hommes tout en acceptant l'action commune et son financement ?

19. Estimez-vous que l'objet principal de la PESC doit être de soutenir partout dans le monde mais plus particulièrement dans son voisinage oriental, méditerranéen et africain la protection des droits fondamentaux et l'Etat de droit et que l'UE doit militer en faveur d'une transformation à cette fin de l'Alliance atlantique et des organisations internationales dont les Etats européens sont membres ?

20. Dans les circonstances présentes, seriez-vous favorable à un soutien politique et financier plus important aux révoltes démocratiques dans la zone méditerranéenne et du Proche-Orient ?

21. Seriez-vous favorable à la mise en commun progressive des budgets de recherche en matière d'armements en vue de doter l'agence européenne d'armements d'un budget opérationnel ?

Les institutions

22. Quel est le terme qui vous paraît définir l'objectif à long terme de la construction européenne : Union, fédération d'Etats et de citoyens, fédération d'Etats-nations, Etat fédéral, Etats-Unis d'Europe, confédération, alliance ?

23. Estimez-vous qu'après l'échec de 2005 toute tentative pour doter l'UE d'une constitution doit être abandonnée, reportée à un terme lointain ou reprise sur d'autres bases plus démocratiques ?

24. Considérez-vous comme satisfaisante l'architecture institutionnelle créée par le traité de Lisbonne : double présidence du Conseil européen et de la Commission, Commission composée d'un commissaire par Etat, maintien de l'exigence d'unanimité pour toute révision des traités, pour la création de recettes propres, pour l'harmonisation fiscale et sociale ainsi qu'en matière de PESC ?

25. Soutenez-vous le projet de modification du mode d'élection du Parlement européen approuvé par la commission compétente du Parlement prévoyant l'élection de vingt-cinq députés dans une circonscription unique, afin de donner un caractère européen à la campagne ? Ne conviendrait-il pas également d'exiger des grands partis de présenter chacun un programme et un candidat pour la présidence de la Commission ?

26. Approuvez-vous l'introduction dans l'UE de la règle suivie par la plupart des organisations internationales suivant laquelle une révision du traité fondateur entre en vigueur après l'approbation d'une majorité qualifiée d'Etats membres ?

27. Approuvez-vous la constitution d'une avant-garde ouverte par une différenciation de l'intégration afin de surmonter les résistances à tout progrès ? Considérez-vous l'Europe à la carte comme un pis-aller utile ou comme un danger pour la cohésion de l'Union ?

Paris le 9 mai 2011

ALBERT Michel – BOISSONNAT Jean – CAMDESSUS Michel – FAUVE Jean-Michel – GIRAUD Jean-Guy – TOULEMON Robert